



HAL
open science

Plaider la cause homosexuelle en Afrique

Lucille Gallardo

► **To cite this version:**

Lucille Gallardo. Plaider la cause homosexuelle en Afrique : engagements et enjeux de visibilité au sein d'un réseau franco-africain. *Critique Internationale*, 2016, 70 (1), pp.71-86. 10.3917/cii.070.0071 . hal-01638726

HAL Id: hal-01638726

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-01638726>

Submitted on 27 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Plaider la cause homosexuelle en Afrique : engagements et enjeux de visibilité au sein d'un réseau franco-africain

par Lucille Gallardo

En mai 2015, lors d'une assemblée des présidents d'associations membres d'Africagay contre le sida, le représentant d'une structure française rappelait en ces termes l'importance cruciale du plaidoyer pour le réseau : « Africagay contre le sida, c'est le lieu où l'on peut apprendre ensemble à faire le meilleur plaidoyer pour la santé et l'accès aux droits. (...) Ce qui est différent avec Africagay contre le sida, c'est le côté politique, militant (...) et le besoin de revendiquer »¹. Depuis les années 1990, l'usage du terme « plaidoyer » s'est généralisé pour désigner les actions mises en œuvre par des groupes non étatiques dans le but de défendre ou de promouvoir des causes. Ce « passage à l'*advocacy* »²

1. Je tiens à remercier Christophe Broqua, Olivier Fillieule, Marta Roca i Escoda, Yann Renisio, Emir Mahieddin ainsi que les deux évaluateurs anonymes de *Critique internationale* pour leurs précieux commentaires des premières versions de ce texte.

2. Étienne Ollion, Johanna Siméant, « Le plaidoyer : internationales et usages locaux », *Critique internationale*, 67, 2015, p. 12.

de l'action collective s'est traduit par la diffusion de modèles de revendications considérés comme nouveaux et surtout comme légitimes³. Il y aurait donc de bonnes manières de se mobiliser, de protester et de porter un discours politique, validées et transmises *via* des programmes de formation à travers le monde. Ce processus de normalisation du travail de revendication a entraîné l'émergence de « solidarités à distance »⁴, notamment dans le cadre de coalitions transnationales⁵, qui œuvrent en faveur de causes communes et homogénéisées. « Catégorie naturalisée de l'action associative »⁶, le plaidoyer, les actions qui s'y réfèrent, les modalités de formulation des causes, ainsi que les groupes et les individus qui s'en revendiquent sont pourtant multiples et hétérogènes. Dans le domaine de la lutte contre le sida, les mobilisations collectives ont suivi ce phénomène de transnationalisation⁷. Plusieurs organisations et individus de différents pays se sont regroupés dans des coalitions ou réseaux afin d'agir collectivement à une échelle supranationale sur l'accès aux traitements antirétroviraux ou sur la défense des droits des personnes vivant avec le VIH/sida.

Les travaux de recherche en sciences sociales consacrés aux initiatives collectives dites de plaidoyer transnational se sont, eux aussi, multipliés ces dernières années⁸, et plusieurs terminologies, telles que *Transnational Social Movement* ou *Transnational Advocacy Network*, ont été proposées pour catégoriser ces mobilisations⁹. Néanmoins, ces travaux ont tendance à homogénéiser des mobilisations multiformes et, en prophétisant l'avènement d'une « société civile mondiale », à en surévaluer l'influence dans les prises de décisions politiques globales. Ils n'abordent que très peu les modalités d'émergence de ces mobilisations et de construction de leurs revendications, les ressorts locaux et historiques de leur fonctionnement transnational et les enjeux liés au fait d'y prendre part.

Je me propose donc d'étudier les conditions concrètes de production d'actions dites de plaidoyer à travers le cas du réseau associatif franco-africain Africagay

3. Johanna Siméant, Susan Taponier, « Interpreting the Rise of International "Advocacy" », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 5 (3), 2014, p. 323-343.

4. Hakan Seckinelgin, « Global Civil Society as Shepherd: Global Sexualities and the Limits of Solidarity from a distance », *Critical Social Policy*, 32 (4), 2012, p. 536-555.

5. Par coalitions transnationales j'entends les institutions et les mobilisations ayant une dimension supranationale mais qui ne prétendent pas porter une cause au niveau mondial, cas dans lequel j'utilise le terme international.

6. É. Ollion, « Des mobilisations discrètes : sur le plaidoyer et quelques transformations de l'action collective contemporaine », *Critique internationale*, 67, 2015, p. 21.

7. Fred Eboko, Frédéric Bourdier, Christophe Broqua (dir.), *Les Suds face au sida : quand la société civile se mobilise*, Marseille, IRD Éditions, 2011.

8. J. Siméant, « La transnationalisation de l'action collective », dans Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, Isabelle Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 121-144.

9. Margaret E. Keck, Kathryn Sikkink, « Transnational Advocacy Networks in International and Regional Politics », *International Social Science Journal*, 159, 1999, p. 89-101.

contre le sida¹⁰. Pour ce faire, je tenterai de répondre à plusieurs questions : en quoi consistent ses actions de plaidoyer ? Comment se construit, dans ce cas, l'action transnationale ? Quel est le « substrat organisationnel de la protestation transnationale »¹¹ portée par ce réseau ?

Ce travail s'inscrit dans les recherches portant sur les finalités et les déterminants nationaux de l'action collective transnationale, celle-ci ayant « aussi, et parfois surtout, des logiques locales, pas uniquement microsociales mais renvoyant aux espaces politiques nationaux »¹². Je montrerai ainsi que les raisons d'être d'Africagay contre le sida tiennent autant au rôle prépondérant qu'y joue l'association française AIDES et à l'histoire de ses partenariats avec les organisations africaines membres qu'au souhait collectif de porter cette cause dans l'arène militante internationale¹³.

Accroître la visibilité du réseau à l'international : objectif premier du plaidoyer d'Africagay contre le sida

Au fil du temps, les actions dites de plaidoyer ont pris de plus en plus d'importance au sein d'Africagay contre le sida. L'analyse diachronique de ce qui est qualifié comme tel par les membres du réseau révèle qu'il s'agit essentiellement d'actions de communication publique.

Le collectif, nommé tout d'abord Africagay, se constitue en 2007, à la suite d'une réunion organisée par l'association française AIDES qui a rassemblé 18 représentants d'associations de lutte contre le sida d'Afrique francophone. À cette époque, la dimension homosexuelle de l'épidémie de sida en Afrique commence à être objectivée par plusieurs travaux de recherche. Durant sa première année d'existence, Africagay demeure un collectif informel qui regroupe une dizaine de personnes d'Afrique et de France se reconnaissant, dans ce cadre, comme homosexuelles. Ses revendications publiques consistent alors essentiellement à demander la prise en charge effective des « HSH »¹⁴ dans les politiques internationales et nationales de lutte contre le sida. La conférence mondiale sur le sida de Mexico, en août 2008, est le moment choisi pour officialiser son lancement.

10. Mon travail de doctorat en cours porte sur l'engagement associatif français en faveur de la cause homosexuelle en Afrique francophone. Les données présentées ici ont été produites dans le cadre d'une enquête ethnographique sur le réseau Africagay contre le sida au cours de laquelle j'ai réalisé des observations de réunions et d'actions du groupe, conduit des entretiens semi-directifs et dépouillé les archives internes de l'association AIDES. Ce travail bénéficie du soutien de l'ANRS (contrat doctoral) et de l'association AIDES qui prend en charge mes déplacements internationaux pour suivre les réunions du réseau. Les entretiens dont quelques extraits sont rapportés ici ont tous été réalisés en français en 2014 et 2015.

11. J. Siméant, « La transnationalisation de l'action collective », cité, p 133.

12. *Ibid.* ; Lilian Mathieu, « La constitution du mouvement altermondialiste français », *Critique internationale*, 27, 2005, p. 147-161.

13. L'expression « arène militante internationale » désigne ici l'ensemble des acteurs engagés en faveur de la cause homosexuelle (mêlant la lutte contre le sida et la défense des droits des homosexuels) à l'échelle internationale, qui entrent en relation et parfois en concurrence.

14. « HSH » signifie « hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes », expression consacrée dans la lutte contre le sida pour désigner ce public cible.

Durant les neuf jours de conférence, les membres d'Africagay interviennent à de nombreuses reprises, de même que lors de l'International Conference on AIDS and STIs in Africa, qui se tient à Dakar à la fin de la même année. Au cours de ces deux événements, plusieurs militants africains investis dans le collectif s'exposent tout particulièrement, notamment en témoignant de leurs parcours personnels en tant qu'homosexuels.

En 2009, le réseau se formalise autour de l'assemblée des présidents des associations membres, qui devient son instance décisionnelle. Toute association souhaitant l'intégrer doit déposer sa candidature auprès de cette assemblée qui procède à l'admission par vote¹⁵. Le réseau n'a pas d'existence juridique, mais une charte décrivant son fonctionnement est rédigée et le groupe est rebaptisé Africagay contre le sida afin d'affirmer publiquement ses objectifs de santé publique. Ces changements découlent de désaccords internes provoqués par la forte visibilité des membres du collectif en 2008, désaccords qui concernent aussi bien les modalités de prise de décision du réseau que le contenu de ses revendications. Les polémiques soulevées par la diffusion du film *J'ai deux combats* sont assez symptomatiques de ce qui se joue alors en interne. Un ancien président d'une association d'Afrique centrale membre du réseau, qui témoigne dans le film, me disait lors d'un entretien : « Le film est présenté à la conférence de Mexico, en 2008. Des associations étaient gênées par cette visibilité-là, [par le fait] d'avoir un lien avec le combat pour les droits des personnes LGBT et s'opposent à ce que le film soit multiplié [diffusé] et distribué. Donc c'est à ce moment-là que se pose de manière accrue la question de savoir qu'est-ce qu'Africagay. Qu'est-ce qu'on fait ? Et quelles associations s'engagent formellement à continuer ? »

J'ai deux combats donne la parole à des militants qui racontent leurs parcours, leurs souhaits pour l'avenir, le traitement accordé aux homosexuels dans leurs pays respectifs et les actions menées par leurs associations. Ce faisant, ils exposent leurs organisations et les associent indirectement aux luttes en faveur de la reconnaissance publique d'identités homosexuelles. Or tous les *leaders* de ces associations n'ont pas été informés du projet de ce film, de son contenu et des modalités de sa diffusion. Certains d'entre eux craignant des répercussions locales contre-productives, voire hostiles, le film est placé, après discussions, sous embargo ; il ne sera plus jamais diffusé. À cette même époque, trois associations décident de ne pas adhérer au réseau à cause – pour deux d'entre elles – de la trop grande visibilité du groupe sur les questions de reconnaissance des droits des homosexuels¹⁶.

15. Au début de l'année 2015, le réseau compte 19 associations venues de 10 pays d'Afrique francophone, dont 7 qualifiées d'identitaires, c'est-à-dire tenues par des personnes se reconnaissant dans une identité homosexuelle et agissant pour leurs pairs, et 12 généralistes de prise en charge et de prévention du VIH/sida ayant intégré des actions en direction des hommes ayant des relations homosexuelles. Les deux associations françaises AIDES et Sidaction sont également membres du réseau.

16. Africagay contre le sida mais aussi les différentes instances internationales de lutte contre le sida n'abordent quasiment pas la question des droits des femmes homosexuelles.

Le site internet du collectif, créé en 2008, est désactivé et l’affichage public du groupe diminue nettement.

Ce n’est qu’en avril 2011, à l’occasion d’une réunion de l’assemblée des présidents, qu’une nouvelle dynamique de communication publique est lancée. Constatant le manque de visibilité du réseau – « La charte actuelle limite toute communication, on n’entend pas la voix d’Africagay contre le sida » –, l’assemblée vote en faveur d’un changement de priorité¹⁷. Le premier groupe restreint, équivalent d’un comité de pilotage, mis en place en 2012¹⁸, propose alors un plan de communication sur deux ans. Un compte Facebook et un nouveau site internet sont créés et lancés lors de l’IDAHO 2012¹⁹. À cette occasion, un communiqué de presse est publié dans lequel ce retour sur la toile est présenté comme un moyen de « briser le mur du silence [sur] les discriminations dont sont victimes les populations LGBT et [sur] leur vulnérabilité vis-à-vis de l’épidémie du VIH/sida »²⁰. La première brochure de présentation du réseau nouvelle mouture marque un engagement plus franc en faveur de la reconnaissance des droits des homosexuels : « Africagay contre le sida lutte pour que les HSH d’Afrique aient accès à la prévention et aux soins, en partant du principe que la criminalisation de l’homosexualité et les discriminations dont ils font l’objet sont une atteinte aux droits de l’homme et nourrissent l’épidémie de VIH/sida. (...) La lutte contre le sida passe par l’acquisition ou l’application des droits pour tout le monde. C’est le principal objectif d’Africagay contre le sida »²¹. Ainsi le discours du réseau est-il réorienté en faveur de la dépénalisation des pratiques homosexuelles au nom d’objectifs de santé publique dans les pays du continent où elles sont condamnées.

Ce changement de position s’explique en partie par l’évolution du traitement de la question homosexuelle par les instances politiques et les bailleurs de fonds internationaux depuis une décennie, et surtout depuis les années 2010. En effet, l’internationalisation de la prise en compte de la dimension homosexuelle de l’épidémie, à la fin des années 2000, a contribué à rendre poreuses les frontières entre santé publique et reconnaissance des droits des homosexuels²². La publication de recommandations de lutte contre le sida en direction des « HSH et

17. Africagay contre le sida, *Compte rendu de la réunion des présidents et du comité de pilotage*, avril 2011, archives internes, association AIDES.

18. Le groupe restreint est composé de huit personnes élues par l’assemblée des présidents et chargées de coordonner les actions du réseau ainsi que de soumettre des propositions d’évolution à l’instance décisionnelle.

19. L’IDAHO est l’International Day Against Homophobia. Cette journée de célébration, créée par le comité du même nom, a lieu tous les 17 mai ; en 2014, elle est devenue l’International Day Against Homophobia and Transphobia (IDAHOT).

20. Africagay contre le sida, « 17 mai Journée mondiale contre l’homophobie et la transphobie : la discrimination et le silence nourrissent l’épidémie de sida, l’engagement et les droits la vaincront ! », *Communiqué de presse*, 17 mai 2012.

21. Africagay contre le sida, *Africagay, un combat africain*, 2012.

22. Depuis 2008, l’intégration des minorités sexuelles dans les plans nationaux de lutte contre le sida est ainsi devenue l’un des critères d’attribution des financements nationaux du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. The Global Fund to fight AIDS, Tuberculosis and Malaria, *The Global Fund Strategy in Relation to Sexual Orientation and Gender Identities*, Genève, Global Fund, 2009.

des personnes transgenres » par l'Organisation mondiale de la santé en 2011 et la multiplication récente des financements en faveur de la défense des droits des homosexuels par des bailleurs de fonds agissant sur des questions de santé, unissent sans équivoque ces deux champs d'action. Le texte de l'OMS enjoint les États à se positionner en faveur des « droits de l'homme et [d'un] environnement ouvert à tous. (...) Les législateurs et les autres autorités gouvernementales doivent établir et appliquer des lois antidiscriminatoires et protectrices, établies en fonction des normes internationales en matière de droits de l'homme, afin (...) de réduire leur [HSH et personnes transgenres] vulnérabilité à l'infection (...) ainsi que l'impact du VIH et du sida »²³. Ces nouveaux référentiels globaux contribuent à normaliser la reconnaissance publique et politique d'identités sexuelles non hétérosexuelles à travers le prisme de l'égalité des droits et de la rhétorique des droits humains²⁴. La « double cause », de la lutte contre le sida et de la reconnaissance des droits des homosexuels, devient dès lors la norme pour les institutions internationales, les bailleurs de fonds et les mobilisations collectives souhaitant faire entendre leurs revendications dans l'arène internationale. En 2009, l'engagement public dans la voie de la défense des droits des homosexuels créait des tensions réelles au sein d'Africagay contre le sida, au début des années 2010, c'est moins le cas, à partir du moment où cet engagement vient servir la lutte contre le sida.

Africagay contre le sida utilise désormais cette « double cause » pour justifier ses actions et se donne pour but d'« accroître la visibilité de cette problématique à l'international »²⁵. L'expression « à l'international » désigne la portée supranationale de ses actions et des interlocuteurs visés. Le réseau s'adresse aux acteurs et institutions politiques, scientifiques et financières ayant une vocation transnationale ou internationale (institutions onusiennes, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, entre autres). Seuls les communiqués de presse ciblent des acteurs nationaux, c'est-à-dire des États africains qui pénalisent les pratiques homosexuelles. Il s'agit surtout de pays non représentés dans le réseau – l'Ouganda, l'Égypte, le Nigeria – mais aussi de pays représentés – le Sénégal, le Cameroun – où la question homosexuelle est l'objet de médiatisations et d'investissements d'un grand nombre d'organisations internationales et transnationales. Les actions de plaidoyer du réseau sont réalisées dans des espaces internationalisés, comme les conférences internationales, ou sur Internet.

23. OMS, *Prévention et traitement de l'infection à VIH et des autres infections sexuellement transmissibles chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes et chez les personnes transgenres. Recommandations pour une approche de santé publique*, Genève, OMS, 2011, p. 34-35.

24. Sur le *Human Rights Turn* devenu cadre global d'interprétation et de justification d'un grand nombre de causes, voir Kelly Kollman, Matthew Waites, « The Global Politics of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Human Rights: An Introduction », *Contemporary Politics*, 15 (1), 2009, p. 1-17.

25. Africagay contre le sida, *Protocole d'accord des associations membres d'Africagay contre le sida*, archives internes, AIDES, octobre 2011, p. 2.

Le plaidoyer au sein d'Africagay contre le sida renvoie donc surtout à un travail de communication : il s'agit de se rendre visible, de se faire voir et entendre dans l'arène militante internationale. Le groupe se positionne en représentant et incarnation de la cause homosexuelle en Afrique francophone.

Divisions du travail de mobilisation transnationale

L'identité publique²⁶ d'Africagay contre le sida est construite autour de la figure du militant africain francophone engagé pour la cause homosexuelle. Ce positionnement est le produit d'une double division du travail qui révèle la place essentielle jouée par AIDES.

Une division franco-africaine du travail de plaidoyer/communication

La communication d'Africagay contre le sida met en valeur deux caractéristiques particulières : une démarche dite communautaire et une identité africaine. Le terme communautaire fait partie du langage commun des mouvements anti-sida et induit des rapports à la lutte et à l'engagement qui varient selon les situations et à travers le temps²⁷. Dans la communication du réseau, l'usage de ce terme est souvent complété par la valorisation de « l'acteur de terrain », qui renvoie au fait que toutes les associations membres mènent des projets en direction des hommes ayant des relations homosexuelles qui sont animés par des personnes concernées par ces pratiques. C'est la proximité des structures avec les réalités quotidiennes des actions qui est mise en avant. Qu'elles soient dirigées par et agissent essentiellement pour des personnes concernées par ces pratiques importe peu ; ce qui compte, c'est qu'elles travaillent en direction de ces hommes. Le réseau récuse ainsi la séparation entre associations identitaires et associations généralistes de lutte contre le sida.

L'identité africaine du groupe, elle, s'exprime sous deux formes : la visibilité importante donnée aux acteurs associatifs africains et la tendance à les héroïser. Ainsi le site internet du réseau ne mentionne-t-il que les associations africaines, tandis que la première brochure du groupe, au titre évocateur, « Africagay, un combat africain », présente chacune des associations africaines en une ou deux doubles pages. AIDES et Sidaction sont seulement citées dans la page de présentation générale comme membres et en dernière page dans un texte de dix lignes qui précise leur fonction d'« appui pour le travail de plaidoyer du réseau » ; un

26. Dans le sens de « choix d'identification des associations dans l'espace public, quelle que soit la nature des liens entre ce choix et les identités personnelles des militants qui les composent ». Janine Barbot, « L'engagement dans l'arène médiatique. Les associations de lutte contre le sida », *Réseaux*, 17 (95), 1999, p. 159.

27. C. Broqua, « La communauté des malades du sida comme fiction. Les associations à l'épreuve du singulier », *Sciences sociales et santé*, 21 (3), 2003, p. 71-83.

appui qualifié de « politique ». L'action de communication réalisée à l'occasion de l'IDAHOT en 2014 témoigne également de l'exposition publique particulière des associations africaines. Cinq vidéos d'environ dix minutes chacune sont publiées sur la chaîne YouTube du groupe, et partagées sur sa page Facebook et sur son site internet. Il s'agit de témoignages de plusieurs représentants d'associations africaines membres du réseau. À aucun moment AIDES et Sidaction ne sont mentionnées. Les militants africains qui apparaissent dans le film se présentent comme des « modèles » ou des « repères » pour « les communautés homosexuelles » du continent, ou encore comme des « bâtisseurs » de la cause homosexuelle. Le texte de promotion des vidéos glorifie lui aussi les militants : « Ces acteurs de terrain à la pointe de l'activisme, ces héros anonymes du quotidien, luttent avec courage pour la promotion des droits de l'homme et l'accès à la santé pour tous »²⁸. De telles stratégies de représentation²⁹ construisent une identité publique du réseau qui valorise à la fois la mixité des associations y prenant part (généralistes et identitaires), leur proximité avec l'action locale en direction des HSH et une identité africaine globalisante.

Cette position publique s'est construite en relation avec plusieurs éléments constitutifs de l'arène militante transnationale. Deux d'entre eux sont particulièrement importants. Le premier est le caractère concurrentiel de cette arène où différents groupes s'opposent en des luttes symboliques et matérielles pour le pouvoir de représenter, de faire voir et de faire entendre les revendications des personnes concernées. L'approche communautaire est également un moyen pour Africagay contre le sida de se différencier d'autres mobilisations transnationales sur le continent africain, et principalement du réseau African Men for Sexual Health and Rights basé en Afrique du Sud. Créé à la fin de l'année 2008 et financé par plusieurs bailleurs internationaux comme l'ONUSIDA, l'AMSHeR réunit des associations identitaires francophones et anglophones du continent, propose un soutien technique et financier et détient des mandats au sein d'institutions internationales ou transnationales tels que celui d'observateur à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Un salarié d'une des associations françaises, investi dans Africagay contre le sida depuis sa création, me disait à propos de l'AMSHeR : « Le communautaire au sens large, ils ne connaissent pas, ils tombent dans de l'identitaire pur et dur ». Les acteurs d'Africagay contre le sida reprochent souvent à l'AMSHeR de ne réunir que des associations de type identitaire, et d'être éloigné des réalités et des actions de terrain.

28. Texte publié sur le site internet le 16 mai 2014 (www.africagay.org) (consulté le 16 mai 2014).

29. C. Broqua définit les stratégies de représentation comme « un travail rhétorique de définition de la cause et des identités à défendre ». J'emploie, à la suite de cet auteur, la notion de représentation « au double sens de mise en scène publique et d'incarnation d'un groupe social, les deux enjeux étant le plus souvent indistinctement liés ». C. Broqua, *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 22.

Le second élément se rapporte au « spectre » du discours « homosexuality-is-un-african »³⁰, c'est-à-dire à la référence systématique à l'Occident quand il s'agit d'aborder la question homosexuelle sur le continent africain, et ce quel que soit le versant d'où l'on parle³¹. En effet, cette référence est présente chez ceux qui considèrent l'homosexualité comme un avatar de l'impérialisme occidental et accusent l'Occident d'exporter ses normes sexuelles « déviantes » sur le continent africain, comme chez ceux qui s'efforcent, en miroir, de prouver le caractère « africain » de leur mobilisation et plus largement des pratiques sexuelles entre personnes de même sexe. Africagay contre le sida est pris dans ce processus d'africanisation du discours sur la sexualité lorsqu'il veille à souligner dans son travail de communication/plaidoyer l'« africanité » du groupe.

Ce « sens pratique » des membres d'Africagay contre le sida leur permet de « choisir les prises de position convenables, et convenues, et d'éviter les prises de position "compromettantes" »³². En valorisant la figure du militant africain de la cause homosexuelle, le réseau produit une position qui lui permet à la fois de se singulariser et de se légitimer dans l'arène militante transnationale. Ces éléments de contexte expliquent la division franco-africaine du travail de plaidoyer/communication que l'on peut observer au sein du groupe, où le fait que toutes les tâches liées à la représentation publique soient effectuées par les membres africains rend complètement invisible l'implication des associations françaises dans le collectif.

Division partenariale du travail de plaidoyer

Toutes les associations africaines membres n'apparaissent néanmoins pas de manière égale dans la représentation publique du réseau. Les plus visibles ont pour points communs de disposer de responsabilités particulières dans le réseau et d'avoir noué des partenariats multiples et durables avec AIDES. Parmi les associations dites identitaires, Alternatives Cameroun est la plus visible dans la communication publique d'Africagay contre le sida. Membre du réseau depuis ses débuts³³, c'est l'une des associations identitaires les plus importantes en Afrique francophone (masse salariale, budget, diversité des activités et des bailleurs internationaux). Ses représentants sont quasi systématiquement présents dans les supports de communication/plaidoyer du groupe. Ils sont les seuls, par exemple, à apparaître dans le film de 2014 consacré au Cameroun, alors que trois autres

30. Ashley Currier, *Out in Africa: LGBT Organizing in Namibia and South Africa*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2012, p. 122.

31. C. Broqua, « Les pro, les anti et l'international : mobilisations autour de l'homosexualité en Afrique de l'Ouest », dans Kadia Tall, Marie-Emmanuelle Pommerolle, Michel Cahen (dir.), *Mobilisations collectives en Afrique. Ça suffit !*, Leyde/Boston, Brill, 2015, p. 183-204.

32. Pierre Bourdieu, « La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, p. 6.

33. L'association a néanmoins quitté le réseau entre 2009 et 2011.

associations camerounaises sont membres du réseau. Le président et le directeur d'Alternatives Cameroun sont tous deux membres du groupe restreint d'Africagay contre le sida, et le directeur en est également l'un de ses deux porte-parole et a été salarié d'AIDES durant trois mois en 2015 pour organiser la réunion annuelle de l'assemblée des présidents du réseau. À la fin de l'année 2015, il a été désigné pour représenter le réseau Africagay contre le sida au sein du conseil d'administration d'AIDES et son association a été élue par l'assemblée des présidents pour accueillir le secrétariat du réseau à partir de 2016.

Parmi les associations généralistes, c'est l'Association nationale de soutien aux séropositifs et malades du Sida (ANSS) du Burundi qui est la plus visible dans la communication publique d'Africagay contre le sida. L'ANSS dispose d'une notoriété particulière en contexte francophone. Elle est, de surcroît, l'un des partenaires historiques d'AIDES depuis les années 1990. Membre de Coalition Plus³⁴, elle est représentée au sein du groupe restreint d'Africagay contre le sida. Dans le cadre d'un projet de transfert de compétences mené par AIDES, elle accueille également l'une des plateformes sous-régionales en charge de programmes de « renforcement des capacités » d'associations de sa région. La présidente de l'ANSS a été par le passé membre du conseil d'administration d'AIDES et de celui de Sidaction. Elle est le second porte-parole d'Africagay contre le sida.

La représentation publique particulière de certains partenaires associatifs d'AIDES met en lumière l'importance de la dimension partenariale dans la division du travail au sein d'Africagay contre le sida, ce qui renvoie aussi au rôle clé joué par AIDES dans le réseau. En effet, l'association française ne se contente pas d'être impliquée dans le groupe depuis 2007, elle finance en totalité ses actions et Africagay contre le sida est présenté comme un des engagements prioritaires de son conseil d'administration. En outre, elle a été officiellement chargée de son secrétariat lors de la structuration associative du groupe en 2009. Plusieurs salariés de l'association, professionnels des droits humains³⁵, emploient une partie de leur temps à la fois à la logistique, à l'animation et à la communication du réseau. Cet engagement d'AIDES n'a pas toujours été invisible, puisque par exemple lors de la conférence de Mexico, des représentants de l'association sont intervenus à la conférence de presse du réseau, et le logo d'AIDES accompagnait celui d'Africagay sur le poster présenté lors de cette manifestation. Un des *leaders* de l'association française, alors que je l'interrogeais sur les raisons de cette invisibilisation, me répondait : « C'est parce qu'il n'y a pas de logique que AIDES soit dans Africagay parce que ça s'appelle AFRICAgay et pas MONDAgay quoi. Donc au début effectivement comme c'était un groupe d'individus, la seule structure qui pouvait

34. Coalition Plus est un groupement international francophone d'associations de lutte contre le sida, créé en 2008, dont AIDES est membre, gère le secrétariat et finance en partie les actions.

35. La majorité des employé-e-s de l'équipe internationale d'AIDES sont diplômé-e-s de l'enseignement supérieur (master en sciences sociales, en gestion de projets humanitaires, en relations internationales...) et maîtrisent les outils et le langage des droits humains.

apparaître c'était AIDES, mais à partir du moment où ça devient une structure de structures, AIDES n'a plus de raison d'apparaître. Donc on est qu'un soutien en *back-up*, derrière, mais on n'a pas de raison d'apparaître. Et puis très, très vite, ça nous a été reproché en disant : "mais qu'est-ce que AIDES fout là-dedans, vous êtes des blancs !" (...) Tout le temps [ça nous a été reproché] mais par [des personnes de] AIDES aussi hein, en disant : "mais nous on est blancs, nous on a rien à faire dans Africagay". Sauf que s'il n'y avait pas AIDES, ça se structurait pas et ça avançait pas. Donc on a dit, pendant les premières années en tout cas : "on va rester en *back-up* et on fera la coordination du truc". Le tout c'est que ce soit quand même les Africains qui s'expriment, et c'est pour ça qu'on a nommé deux porte-parole, qui sont deux porte-parole africains, mais effectivement la place d'AIDES elle est ambiguë hein ».

L'engagement d'AIDES dans le réseau est vécu et présenté par ses dirigeants comme la garantie, dans l'ombre, de l'existence du réseau et des missions qu'il se donne. Sa position de gardienne discrète d'Africagay contre le sida³⁶ lui confère un pouvoir particulier vis-à-vis des autres associations membres. Non seulement son président siège à l'assemblée des présidents, mais ses salariés produisent le positionnement et le discours public du groupe, dont la subsistance dépend de la décision du conseil d'administration de l'association française.

La répartition des tâches s'organise donc entre, d'une part, une expertise invisible des salariés et un pouvoir financier des acteurs politiques d'AIDES, d'autre part, un travail de représentation publique des membres africains qui ont développé des partenariats étroits avec l'association française. L'analyse de la division du travail au sein du groupe permet de mettre au jour le fait que l'histoire, le fonctionnement et l'existence d'Africagay contre le sida sont, depuis le début, liés à l'espace sida français³⁷ et, plus particulièrement, à l'histoire d'AIDES et de son investissement sur le sol africain depuis les années 1990.

Les bénéficiaires locaux de l'engagement transnational

L'engagement associatif dans Africagay contre le sida est le résultat de choix collectifs liés en partie aux relations entretenues avec AIDES en dehors, et souvent en amont, du réseau. Ainsi, sur les 19 associations africaines membres, 11 bénéficiaient du soutien d'AIDES avant la création du réseau. Prendre part à celui-ci a été pour nombre d'entre elles un moyen de renforcer et de maintenir ces alliances inscrites dans le temps. C'est également le cas pour les associations

36. H. Seckinelgin, « Global Civil Society as Shepherd: Global Sexualities and the Limits of Solidarity from a distance », art. cité, p. 12.

37. Patrice Pinell reprend la notion d'espace social définie par Pierre Bourdieu pour étudier « la structure et la dynamique des relations qu'entretiennent des agents engagés dans des luttes de concurrence autour d'un objectif commun. Ici l'objectif partagé est l'organisation de la lutte contre le sida ». Patrice Pinell *et al.*, *Une épidémie politique : la lutte contre le sida en France (1981-1996)*, Paris, PUF, 2002, p. 5.

peu visibles dans le travail de représentation publique du groupe et qui n'ont pas de responsabilité particulière dans les autres programmes engagés par AIDES. Le *leader* d'une association d'Afrique du Nord ne prenant que très peu part au travail de communication/plaidoyer explique ainsi la participation de son association : « Avec AIDES y avait déjà une relation. Si tu veux, on n'est pas allé directement sur Africagay, c'est quelque chose qui est venu consolider déjà un parcours, une histoire commune. C'est vraiment une autre démarche de suivi, d'appui, de renforcement, de... D'écoute, voilà. C'est ça qui a fait que les choses... Mais si on était venu directement sur cette thématique, je crois pas que ça aurait été possible. (...) Donc tu vois Africagay c'est vraiment une maturation si tu veux, un épisode qui est venu s'inscrire dans une... On se connaissait déjà bien en tant que structures, ils nous connaissaient, nos défauts, nos difficultés, donc ils savaient bien où on peut être bon, où on pouvait... Et jamais y a eu de pressions sur quoi que ce soit. (...) Et donc si tu veux, Africagay c'est aussi quelque chose où on pouvait pas dire non. C'est une forme de reconnaissance. Si tu veux, faut bien prendre les choses, les bonnes, et les... Même si on n'est pas très motivé, faut quand même assumer à un moment, tu vois. Voilà ».

Les raisons de l'engagement des associations ne peuvent être appréhendées sans tenir compte de la relation construite dans le temps avec AIDES. Néanmoins, ces « tactiques d'alliances transnationales »³⁸ ne sont pas les seuls motifs de participation. L'engagement à l'échelle transnationale opère comme une ressource pour les associations qui prend des formes, certes, multiples, mais qui ont comme point commun d'avoir, généralement, des finalités nationales³⁹.

Enjeux de financement

Pour beaucoup d'associations membres, Africagay contre le sida a constitué une ressource matérielle, en particulier financière, importante même si AIDES, dans le cadre du financement du groupe, ne redistribue pas de fonds aux associations du réseau. Un des *leaders* d'Alternatives Cameroun explique en quoi consiste cet apport indirect du réseau pour les associations membres : « Ils [AIDES] avaient invité deux bailleurs de fonds [lors du premier regroupement du réseau en 2007], Sidaction et AMFAR⁴⁰. Nous avons approché les deux et c'est comme ça que nous sommes restés en contact (...) et qu'ils nous ont financé le premier projet en 2008. (...) Si nous sommes au niveau que nous sommes actuellement à Alternatives

38. Yves Dezalay analyse ces tactiques essentiellement d'un point de vue individuel. Yves Dezalay, « Les courtiers de l'international », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151-152, 2004, p. 4-35.

39. *Ibid.* ; Franck Poupeau, « Sur deux formes de capital international », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151-152, 2004, p. 126-133.

40. L'American Foundation of AIDS Research, créée en 1985, finance des projets de prévention et de recherche médicale contre le VIH/sida.

Cameroun, c'est quand même grâce à Africagay ». Cette ressource matérielle indirecte s'est concrétisée dans un programme commun lancé par AIDES et Sidaction en 2008, qui visait à soutenir la mise en place par plusieurs associations d'Afrique francophone de projets de lutte contre le sida en direction des HSH. Le soutien technique des associations (ateliers de formations entre autres) était pris en charge par AIDES, tandis que Sidaction finançait la mise en œuvre des projets dans les structures. Le programme a duré quatre ans et 12 associations sur les 19 membres d'Africagay contre le sida en ont bénéficié.

Le lancement concomitant d'Africagay contre le sida et du programme commun d'AIDES et de Sidaction a néanmoins engendré des confusions. Jusqu'à la fin du programme commun, il a été difficile pour les acteurs associatifs de distinguer les activités mises en œuvre sous l'égide du réseau de celles qui relevaient du programme, ou de savoir si l'adhésion à Africagay contre le sida conditionnait l'accès au programme et donc au financement de Sidaction. Ces incertitudes ont pu inciter certaines associations à adhérer au réseau, comme me l'expliquait ce *leader* d'une association ouest-africaine membre : « Il y avait beaucoup de petites associations qui se disaient : "si je signe ça [la charte d'Africagay contre le sida], j'ai de l'argent". Parce que ça aussi c'était véhiculé, tu comprends ? C'est comme si je signais pour faire plaisir à quelqu'un. Donc ils vont nous financer et on va faire telle activité ». Une autre responsable de cette association m'expliquait encore : « Et puis ensuite il y avait Sidaction, et pour tout le monde, Sidaction était une opportunité de financement. Donc voilà, ça [la différence entre le programme commun d'AIDES et Sidaction et Africagay contre le sida] a été une chose qui n'a pas été totalement comprise par les uns et les autres ».

Ressources symboliques

L'ouverture au transnational fait office de ressource symbolique qui renforce la reconnaissance nationale des associations. Les organisations bénéficiaires du programme commun ont été parmi les premières à proposer des services en direction des HSH dans leurs pays respectifs. Cette position de pionnières leur a bien souvent permis de renforcer leur influence auprès des instances gouvernementales de santé publique pour lesquelles elles sont devenues des interlocuteurs privilégiés dans le cadre de l'élaboration des programmes nationaux de lutte contre le sida. Prendre part aux rencontres d'Africagay contre le sida permet par ailleurs de s'informer des dernières avancées de la recherche sur le VIH/sida, ainsi que des nouvelles politiques et priorités des bailleurs de fonds internationaux, ou encore d'agrandir son réseau professionnel. Toutes ces informations et ces occasions d'échanger contribuent à l'expansion du pouvoir national des associations et de leurs *leaders* les plus impliqués dans les actions du réseau.

Plusieurs travaux ont montré les bénéfices que les organisations pouvaient retirer au niveau national des soutiens étrangers et des collaborations transnationales, par exemple, en termes de renforcement de leur protection ou de leur réputation. Selon les situations et les contextes, les stratégies des associations oscillent entre valorisation et invisibilisation des soutiens et des relations d'alliances transnationales⁴¹. Dans certains pays, il est rare que la défense des droits des homosexuels soit abordée dans l'espace public, les conséquences d'une telle diffusion risquant d'être plus contre-productives qu'autre chose pour les associations. C'est donc plutôt l'approche de santé publique que les associations retiennent en priorité⁴². Dans un tel contexte, l'échelle transnationale et interassociative du réseau offre la possibilité de jouer sur les (in)visibilités associatives et individuelles. La bannière Africagay contre le sida permet, par exemple, à certains de prendre part aux événements internationaux, de maintenir leurs relations de partenariat avec les associations françaises et de bénéficier des ressources du transnational, sans forcément s'afficher publiquement, et donc sans avoir à supporter les répercussions nationales négatives d'une trop grande exposition.

En retour, Africagay contre le sida peut ou a pu représenter une ressource pour les deux associations françaises qui en sont membres. Depuis sa création, la participation de Sidaction au réseau est assez marginale, comme l'indique ce salarié : « On est simplement membre comme n'importe quelle structure qui souhaite adhérer au réseau. Ça consiste plus à de l'échange d'informations au quotidien sur les initiatives, sur ce qu'il se passe, que de la représentation, de la participation aux réflexions du réseau. On est un peu en retrait d'Africagay, on l'a toujours été ». L'adhésion de Sidaction au réseau a été, selon son personnel et celui d'AIDES, un moyen de rendre plus cohérents Africagay contre le sida et le programme commun des deux associations et de ménager leurs relations. Un volontaire d'AIDES m'expliquait à ce propos : « À l'époque du programme concerté, comme on faisait des choses et on ne savait plus si c'était [dans le cadre] du programme ou d'Africagay, on risquait de les [le personnel de Sidaction] rater, parce que quand on allait écrire quelque chose, ils allaient pas être dans la boucle, et ils allaient mal le prendre (...). Donc voilà c'est surtout pour ça ». AIDES et Sidaction ont engagé leurs actions en direction des HSH en Afrique au même moment, à travers le réseau et le programme. Ce sont les deux seules associations françaises de lutte contre le sida qui travaillent spécifiquement sur les HSH en Afrique, avec, bien souvent, les mêmes partenaires locaux. Ainsi, Africagay contre le sida a pu être un moyen pour Sidaction de s'informer des évolutions du réseau et

41. A. Currier, *Out in Africa: LGBT Organizing in Namibia and South Africa*, op. cit..

42. Lucille Gallardo, Daniela Rojas-Castro, Jean-Marie Le Gall, « Intégration de projets de lutte contre le sida en faveur des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes au Togo, Burundi et Burkina Faso. Santé publique ou promotion de l'homosexualité ? », dans C. Broqua (dir.), *Lutter contre le sida en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2016 ; Marc Epprecht, « Sexual Minorities, Human Rights and Public Health Strategies in Africa », *African Affairs*, 111 (443), 2012, p. 223-243.

de ses membres et de maintenir des relations avec AIDES, association partenaire dans le cadre du programme commun.

Quant à AIDES, ses responsables considèrent qu'Africagay contre le sida fait partie – au même titre que Coalition Plus – d'un projet transnational plus large de formalisation de ce que l'un de ses dirigeants appelle un « mouvement social international » de lutte contre le sida. À travers ces deux réseaux, AIDES souhaite pouvoir influencer sur l'action en faveur de l'éradication de VIH/sida, mais aussi sur les questions d'accès aux droits des minorités sexuelles au niveau international. Cette vision universaliste apparaît dans les deux extraits d'entretiens suivants réalisés avec un responsable d'AIDES et un membre très engagé au sein d'Africagay contre le sida. Le premier justifiait ainsi la création de Coalition Plus : « Y a pas de solution à l'épidémie en France sans solution à l'épidémie dans le monde. (...) Je continuerai à me battre pour qu'AIDES reste un mouvement social en France, et à l'international c'est la Coalition Plus qui doit être ce mouvement social international. (...) Il faut qu'on fasse le même travail de mouvement social international pour faire changer les mentalités de manière internationale ». Le second m'expliquait ainsi les raisons de son engagement dans Africagay contre le sida : « Moi mon combat, ces sept dernières années, (...) c'était [de dire] : le sida il est ni blanc, ni noir, ni jaune, mais l'homosexualité non plus ! Le sida, on le gagnera tous ensemble ou on le gagnera pas, voilà. Et les droits, on les gagnera tous ensemble ou on les gagnera pas ». Grâce à son action de promotion et de coordination d'initiatives transnationales⁴³, AIDES a renforcé son influence dans l'espace sida français, notamment auprès des instances étatiques en charge de la coopération internationale aussi bien politiques que financières. Son principal bailleur pour les projets en Afrique francophone est l'Agence française de développement avec qui elle a signé deux conventions programmes qui lui ont permis d'accroître son champ d'intervention en Afrique et de salarier plusieurs personnes depuis 2004. À la fin de la décennie 2000, l'équipe des programmes internationaux d'AIDES était constituée d'une quinzaine de salariés pour une grande majorité professionnels de la coopération internationale, qui coordonnaient à distance plusieurs projets en Afrique financés par l'État français et par les fonds propres de l'association issus de dons privés. Ce développement a fait d'AIDES l'association de lutte contre le sida française agissant en Afrique la plus importante (en nombre de projets, de salariés, en volume budgétaire), avant que celle-ci décide, en 2014, de transférer ses actions de soutien en Afrique à trois associations africaines membres de Coalition Plus.

43. Indépendamment d'Africagay contre le sida et de Coalition Plus, AIDES a coordonné et financé, de 1997 à 2013, le réseau associatif Afrique 2000 constitué d'associations africaines généralistes de lutte contre le sida et d'AIDES.

Le réseau Africagay contre le sida apparaît comme le produit du « tournant transnational » opéré par AIDES dans les années 1990 et de son institutionnalisation et professionnalisation dans le domaine de l'aide internationale à partir des années 2000. Ces transformations propres à l'association et la normalisation de la cause homosexuelle au niveau international ont donné une tournure développementaliste au travail de plaidoyer/communication d'Africagay contre le sida. Si les mouvements reliant lutte contre le sida et homosexualité aux États-Unis ou en France ont affiché durant les premières années de l'épidémie une forte méfiance à l'égard des autorités⁴⁴, il semble aujourd'hui que la cause homosexuelle ait perdu son contenu protestataire puisqu'elle fait partie des « bonnes causes » à promouvoir à travers le monde, que soutiennent les institutions internationales et certains États. ■

Lucille Gallardo est doctorante en socio-anthropologie à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense (SOPHIAPOL). Elle travaille sur l'engagement associatif français en faveur de la cause homosexuelle en Afrique francophone.
lucille.gallardo@gmail.com

44. C. Broqua, « AIDS Activism from North to Global », dans Manon Tremblay, David Paternotte (dir.), *The Ashgate Research Companion to Lesbian and Gay Activism*, Farnham, Ashgate, 2015, p. 59-72.